



ÉDITO

LA JUSTICE FISCALE DANS TOUS SES ÉTATS

Novembre 2023 : Fêtons les 25 ans d'Attac, mais aussi les 2 ans de [l'Observatoire de la justice fiscale](#) d'Attac !

Parce que la justice fiscale est un des piliers de la démocratie, parce que le droit des citoyens à en faire son affaire est inscrite dans la [déclaration des droits de l'homme et du citoyen](#) de 1789 (articles 13 et 14), parce qu'un de nos objectifs, en tant que militant.es d'Attac est d'informer sur ce sujet que beaucoup ressentent complexe, hors de portée, À nous tous et toutes de fournir des clés de compréhension !

Et pour ce jeune anniversaire, voici une première lettre qui vous permettra de connaître et de diffuser les dernières analyses de l'Observatoire en matière de justice...ou d'injustice fiscale.

QUOI DE NEUF ?

L'ÉVITEMENT DE L'IMPÔT PERDURE ET SE DÉVELOPPE



[Rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité] Certains travaux sont d'utilité publique et démocratique. Le rapport de l'Observatoire européen de la fiscalité intitulé « Global tax evasion report 2024 » publié ce 23 octobre 2023 en fait partie.

Ce rapport fait le point sur les mesures prises face à l'évasion fiscale internationale et les stratégies mises en œuvre par les personnes les plus riches et les multinationales en matière d'évitement de l'impôt au niveau mondial. Le rapport montre que l'évasion fiscale n'est possible que grâce à une volonté politique, il dénonce l'affaiblissement spectaculaire de l'impôt minimum mondial sur les sociétés multinationales ainsi que des taux d'imposition effectifs spectaculairement bas (compris entre 0 et 0,5 % de leur patrimoine total) des milliardaires du monde entier.

Pour Attac, qui défend depuis 25 ans une justice fiscale, sociale et écologique globale, ce rapport mérite d'être salué. Il porte des propositions que l'association partage.

[Lire l'article](#) 23 octobre

RÉFORMES DE LA FISCALITÉ DU CAPITAL : UN COÛT EXORBITANT POUR LES FINANCES PUBLIQUES, MAIS AUCUN RUISSELLEMENT...

« Si cette réforme n'est pas efficace, nous la corrigerons » déclarait Macron en 2018.

L'observatoire l'a analysé de nombreuses fois : les réformes fiscales du début du premier quinquennat de Macron (suppression de l'ISF et instauration du prélèvement forfaitaire unique sur les dividendes - le PFU) coûtent un pognon de dingue (la perte de recettes liées à la transformation de l'ISF en IFI se serait élevée à 4,5 milliards d'euros en 2022) et n'ont aucun effet sur l'investissement en direction de l'économie réelle, objectif pourtant affiché par Macron pour les justifier. Le 4^{ème} rapport du Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité du capital de France Stratégie, service rattaché au premier ministre, vient de le confirmer une fois de plus.

Pour Attac, rien n'empêche de passer à la

« correction » de ces réformes inefficaces et donc désormais d'instaurer un impôt sur la fortune « intelligent », débarrassé de « niches » et imposant réellement la fortune et la très grande fortune pour dégager des recettes utiles à l'investissement dans la bifurcation écologique et la prise en charge des besoins sociaux et réduire les inégalités !

[Lire le billet](#), 17 octobre 2023

PLUS DE 200 MILLIARDS D'EUROS DE MANQUE À GAGNER POUR LES RECETTES PUBLIQUES : UNE VÉRITABLE REVUE DES NICHES FISCALES ET SOCIALES S'IMPOSE

Le constat de la cour des comptes : « L'impôt est mité par ces niches fiscales ».

Des niches fiscales au coût exorbitant évalué à 94,2 milliards d'euros en 2022, un triste record (465 dispositifs fiscaux dérogatoires dans la loi de finances pour 2023). Et nombreuses sont celles qui sont utilisées dans les stratégies de défiscalisation par les plus aisés et les grandes entreprises.

À ces niches fiscales, s'ajoutent des « niches sociales », dont le montant atteint lui aussi des records : selon la Commission des comptes de la Sécurité sociale, le manque à gagner provenant des différentes exonérations de cotisations sociales est ainsi passé de 74,3 milliards d'euros en 2021 à 81,56 milliards d'euros en 2022. Les prévisions s'établissent à 87 milliards d'euros pour 2023 et 90,67 milliards d'euros pour 2024. Avec un effet pervers : des « trappes à bas salaires » puisque ces dispositifs incitent les employeurs à ne pas augmenter les salaires.

Que faire ? [lire l'article](#), 5 octobre 2023

www.obs-justice-fiscale.attac.org

LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE : LES PRIX DE TRANSFERT À NOUVEAU D'ACTUALITÉ

Méconnus du grand public malgré quelques affaires d'évasion fiscale retentissantes, les prix de transfert constituent pourtant l'un des grands enjeux en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

Les prix de transfert sont des transactions internes aux groupes de sociétés qui représentent environ la moitié du commerce mondial. Compte tenu du poids des prix de transfert dans l'économie mondiale, il suffit qu'une minorité de prix de transfert soient manipulés pour générer une fraude fiscale colossale.

Quelle position défendre pour lutter contre ce type de fraude? [Lire l'article](#), le 28 septembre 2023

TAX THE RICH : LE DÉBAT QUI MONTE

Empêcher que l'extrême richesse continue d'affecter notre avenir collectif.

Peu avant l'ouverture du sommet du G 20 qui s'est tenu en Inde les 9 et 10 sep-



tembre, près de 300 millionnaires, économistes et représentants politiques issus de la quasi-totalité des pays du G 20 ont demandé dans une lettre ouverte aux chefs d'État du G 20 un accord international sur l'impôt sur la fortune.

Une demande qui rejoint ce qu'Attac et de nombreuses organisations revendiquent

[Lire l'article](#), 11 septembre 2023

Signez l'Initiative Citoyenne Européenne : [Tax the rich](#)

PLF 2024 : MAINTENIR LES ACQUIS FISCAUX DES PLUS RICHES ET DES GRANDES ENTREPRISES, COÛTE QUE COÛTE !

Sans surprise, le gouvernement s'arc-boute sur sa ligne : maintenir l'orientation de sa politique fiscale, donc ne pas revenir sur les mesures

prises au cours des dernières années et réduire les déficits et la dette publics en réduisant les dépenses publiques, à tout le moins leur part dans le fameux produit intérieur brut.

Le gouvernement cherche en effet à réaliser aux alentours de 15 milliards d'euros d'économies pour atteindre son objectif d'un déficit public de 4,4% du PIB en 2024 et de 2,7% en 2027. Mais les acquis fiscaux des plus riches et des grandes entreprises sont sanctuarisés. Cette orientation maintient et aggrave les injustices fiscales et sociales, elle empêche de faire face aux enjeux climatiques.

[Lire l'article](#), le 6 septembre 2023

ET À VENIR ?

Pour rendre la justice fiscale « poétique, libératrice et politique » le 4 novembre, à Paris une pièce de théâtre créée par la Compagnie NAJE pour en parler autrement ! Un titre intrigant « Regardez les baleines arrivent ! » pour ensoleiller un sujet jugé souvent austère, mais dont doit s'emparer le plus grand nombre si nous voulons faire advenir nos utopies : c'est à dire la réalité de demain. Cette représentation sera filmée afin que tous les comités locaux d'Attac puissent la projeter et organiser des débats publics.

ATTAC FÊTE SES 25 ANS

Samedi 4 novembre

à partir de 17h à la Flèche d'Or
102b rue de Bagnolet, Paris 20e

<https://france.attac.org>

attac